

Le Burundi fait face à une sévère pénurie de produits pétroliers

RFI, 17/06/2024 Burundi : les transports pratiquement paralysés par une sévère pénurie de carburant Le Burundi, l'un des trois pays les plus pauvres du monde, traverse une grave crise socio-économique caractérisée notamment par une sévère pénurie de produits pétroliers, essence et gasoil, depuis deux mois. C'est ce qui a fait titrer, vendredi 14 juin, au dernier journal indépendant du pays, Iwacu, « Burundi, un pays à genoux ».

RFI a pu recueillir des témoignages à la gare routière de Ngozi, dans le nord du pays. Chauffeurs et passagers déplorent les conséquences sur le transport des personnes. Nous sommes vers 10h00 et la gare routière de Ngozi est quasiment vide. La plupart des bus sont à l'arrêt, faute de carburant, comme l'explique un chauffeur qui a pu s'approvisionner sur le marché noir. « Cela fait 25 ans que je conduis des passagers, mais c'est la première fois que je vis une telle pénurie, je le jure ! Avant, c'était facile, il y avait de l'essence dans les stations et on pouvait faire le plein quand on voulait, pour pas cher ! Nous demandons que la situation redevienne comme avant. Nous allons mourir de faim ! » Son essence, il l'a payée quatre fois le prix officiel, assure-t-il, et les prix des transports ont explosé, comme l'explique ce passager qui veut aller à Bujumbura : « Ce qui se passe aujourd'hui dépasse l'entendement de n'importe qui au Burundi ! Il faut obligatoirement payer 40 000 Francs pour un trajet qui vaut 15 000 d'habitude ! Il faut que les autorités fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'essence soit disponible comme avant car c'est devenu invivable. Toutes ces voitures que vous voyez ici sont obligées d'aller s'approvisionner à Nzaza, en Tanzanie ». Et signe que personne n'est épargné, le député Athanase Hatungimana a demandé, la semaine dernière, que la plénière qui était en cours soit raccourcie, pour que les députés puissent rentrer tôt à cause de la pénurie d'essence : « Je voudrais demander aux députés de ne pas continuer à déranger le président de la Cour des comptes avec leurs questions. Il faut les poser demain au ministre des Finances, car c'est lui qui a les réponses. Mais surtout, sachez qu'il y en a qui doivent rentrer à pied. Qu'on nous laisse partir tôt. » Le lendemain, le ministre burundais des Finances a reconnu ne pas avoir de solution pour le moment car le gouvernement « cherche » encore les devises nécessaires pour importer le carburant dont le pays a besoin. Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) : « Ce n'est pas seulement le carburant ; ce sont tous les produits qui exigent des devises, particulièrement le dollar, comme les médicaments et les matières premières importées [\$/€] Actuellement, nous avons besoin de solutions urgentes, car nous risquons que le Burundi tombe en banqueroute. C'est une crise qui est en train d'enfoncer le pays dans le désespoir. »